

QUE DIABLE ALLAIT-IL FAIRE DANS CETTE GALÈRE?...

Chaque militant de la CGT-FO sincèrement attaché à l'indépendance syndicale pourrait légitimement reprendre la célèbre question de Géronte à Scapin. Que diable allait-il faire dans cette galère? Que diable la CGT-FO va-t-elle faire dans cette conférence sociale? Dans notre précédent éditorial, nous avons précisé les enjeux, les menaces qui pèsent sur nos retraites. Les annonces gouvernementales les plus récentes, les «*fuites*» savamment orchestrées dans les médias, confirment nos pires craintes, en particulier, les pensions de la Fonction publique sont clairement dans le collimateur.

Certes, Jean-Claude Mailly a annoncé la couleur: *«Il n'y a aucune raison qu'on augmente encore la durée de cotisation, elle est déjà en augmentation trop forte selon nous. On est partisans même d'une réduction de cette durée»*. Fort bien...

Le Secrétaire général de la CGT-FO a précisé: *«L'espérance de vie en bonne santé depuis le début de la crise a diminué d'un an en France, 62 ans pour les hommes, 63 ans pour les femmes. Et on va continuer à faire travailler plus longtemps? Ce n'est pas possible»*. Il a également souligné qu'un «*bras de fer dans la rue*» avec le gouvernement sur les retraites n'était pas exclu.

Tout cela est bel et bon, d'ailleurs ce ne sont jamais que les mandats de congrès, même si pour ma part, j'aurais apprécié que la CGT-FO maintienne le cap sur la revendication du retour aux 37,5 annuités pour tous plutôt que de mettre en avant un slogan plus ambigu: *«40 ans c'est déjà trop»*. Mais au-delà du mandat, se pose la question de la participation à la conférence sociale organisée par le gouvernement les 20 et 21 juin.

Le cadre est clairement celui de l'intégration des organisations syndicales. Cette conférence sociale n'a d'autre but que d'associer les syndicats à la destruction de nos acquis sociaux, de nos retraites... au nom de l'union sacrée face à la crise. Nous l'avons dit, nous le répétons, cette crise est celle du capitalisme, la soit-disant dette, n'est pas celle des travailleurs. Un syndicat indépendant ne peut pas cautionner une conférence sociale avec le gouvernement, les représentants du patronat et les tenants du syndicalisme chrétien.

La place des syndicalistes authentiques n'est pas dans les palais gouvernementaux mais elle pourrait bien être, très rapidement, dans la rue.

La prochaine CE confédérale de la CGT-FO ne peut pas faire l'économie d'un tel débat. A suivre...

Christophe BITAUD.

LE CHANGEMENT?... SOCIAL NATIONAL!

«Les représentants des Syndicats d'ouvriers, de patrons et de cadres se retrouveront dans les COMITES SOCIAUX locaux, régionaux et nationaux. Ceux-ci jouissant de la personnalité civile, ont pour attributions de:

- régler les questions de salaires et de conventions collectives,
- assurer la formation professionnelle et l'apprentissage,
- étudier l'embauchage et le licenciement,
- lutter contre le chômage et répartir les secours,
- assurer par des commissaires corporatifs, l'hygiène et la sécurité du travail, l'application des règlements professionnels».

Charte du Travail - 1941.

C'est donc les 20 et 21 juin que se réunira à nouveau sous l'égide de François le 2ème la «conférence sociale», nouvelle appellation du Comité Social National cher à Pétain. Non seulement à lui d'ailleurs: la loi d'octobre 1941 décrétant la mise en œuvre de la «Charte du Travail» porte la signature de René Belin, ancien n°2 de la CGT du temps de Jouhaux.

Visiblement, peu nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la participation de la confédération FO à cette dangereuse mascarade typique du «dialogue social». Peu importe d'ailleurs qu'en l'occurrence il s'agisse d'aider François II à bien s'aplatir devant les dirigeants de la Junte Européenne. Le principe même de ces conférences sociales, ouvertes par le Président de l'Etat Français et conclues par son Premier ministre, devrait entraîner une réponse de capitaine Fracasse au «capitaine de pédalo»-Vallombreuse: l'affrontement, le duel.

Au lieu de cela, on ira se faire voir dans le plaqué-or de la pauvre gueuse de république, tenir un «débat contradictoire» avec le président et participer aux six «tables rondes», avant d'écouter avec componction la feuille de route tracée pour les partenaires sociaux.

Est-ce là le terrain de l'action syndicale? S'il est dans le rôle du syndicat d'affirmer les revendications y compris au pouvoir politique, cela nécessite-t-il de participer à la mise en scène de la concorde sociale?

Pour rester fidèle à ses origines et à son idéal permanent: être une force révolutionnaire, le syndicalisme doit avoir un discours qui rompe nettement le consensus non dit, cette espèce d'unité de soumission inacceptable. Et préparer les actions de nature à obtenir satisfaction.

Yann PERROTTE.

LA CROISÉE DES CHEMINS... NOUS ET EUX...

«Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas: des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même».

Fernand PELLOUTIER.

EUX, c'est le rapport de 165 pages qui milite pour «la gouvernance économique», pour «une meilleure définition du champ d'intervention "de l'Etat" qui devra être "stratège" et "respectueux des avis des partenaires sociaux"» nous rapporte l'AFP.

EUX sont les subsidiaires de l'Etat corporatiste: MEDEF, CFDT et leurs appendices.

EUX c'est le «*Club Le Siècle*» (1) et le «*Groupe Bilderberg*» (2), la gouvernance française et mondiale.

EUX participent à une gouvernance antidémocratique, secrète et à l'origine des guerres - notamment la guerre économique - et ont fabriqué de toutes pièces la récession en spéculant avec les capitaux financiers.

EUX, en se servant de leurs instruments, les Etats et le saint empire romain germanique, nous volent nos salaires différés, notre droit à la santé, nos retraites. En clair, nos acquis sociaux dans tous les domaines.

EUX, c'est la première conférence dite sociale (juillet 2012) organisée par François II aboutissant à l'accord sur la sécurisation de l'emploi qui n'est que la mise en cause du *Code du travail*, et par la suite voté en l'état par le Parlement godillot, une loi scélérate.

EUX, c'est la deuxième conférence dite sociale (20 et 21 juin 2013). MEDEF et CFDT essayent d'imposer leur rapport de 165 pages à l'ordre du jour. Et pour que tout soit complet, l'empire romain germanique dicte la ligne de conduite au gouvernement français: liquider les retraites, la sécurité sociale et l'assurance chômage. «*Bruxelles demande à la France de réformer ses retraites dès cette année*», titre l'AFP, le 29 mai.

EUX, avec tout l'arsenal répressif d'un Etat corporatiste, décrètent au nom du «*Bien commun*», le pillage de toutes les conquêtes de la classe ouvrière.

Participer à cette conférence avec EUX ne serait pas autre chose que la trahison pure et simple des mandats donnés par les militants et syndiqués de la vieille CGT perpétuée par la Confédération générale du travail Force ouvrière.

NOUS, c'est le mandat obtenu pour défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière et, a fortiori, s'opposer par tous les moyens à l'offensive sans précédent contre ses conquêtes. Offensive qui ne peut qu'exacerber la lutte des classes qui n'a pas dit son dernier mot et qui mettra tous ceux qui trahissent ses intérêts dans le même sac qu'EUX. C'est la ligne rouge qu'un syndicaliste digne de ce nom ne franchira pas... La révolte gronde...

Bertrand KANBAN.

(1) «*Club Le Siècle*»: Une fois par mois, «*l'élite*» économique, «*l'élite des capitaines d'industries*», les médias au service de la propagande d'Etat, prétendus économistes, experts, etc..., se réunissent à Paris, avec des «*personnalités*» telles que Nicole Notat, Laurence Parisot, Jacques Delors, son ancien chef de cabinet, Pascal Lamy, sa fille Martine Aubry, François Hollande, Nicolas Sarkory, François Bayrou, etc... (Source: *Internet*).

(2) Le «*Groupe Bilderberg*», se réunit une fois par an, en secret et sous la protection des Etats-hôtes de leurs assemblées, d'une manière informelle et sans traces matérielles de leurs délibérations. Les puissants de ce monde, dont Laurence Parisot fait partie, sont responsables des guerres (Irak, etc...), parfois d'élections de présidents des Etats les plus puissants du monde (Barack Obama, Gerhard Schröder, etc...). C'est eux qui sont responsables de la récession qui dure depuis 2008 en détournant le capital financier du financement de l'économie réelle vers la spéculation. (Source: *Internet*).

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 32 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
